

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

Mardi 20 mars 1979 - N°877

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Cantonales : relative stabilité

Deux éléments ressortent à l'évidence des résultats — encore partiels — du premier tour des élections cantonales : d'une part, la participation a été nettement plus forte que lors des précédentes élections du même type (un tiers seulement des électeurs se sont abstenus). D'autre part, les résultats globaux laissent apparaître une stabilité relative dans le rapport de force entre partis bourgeois : PS et UDF réalisent des scores identiques à ceux de 1976, le RPR progresse légèrement en comptabilisant pour une part les voix des «modérés», et le PCF connaît un certain recul.

Lire en page 5

Sidérurgie : poursuite des actions

La centrale d'Herseange est toujours occupée par des sidérurgistes CFDT de Longwy.

Des journées d'action ponctueront toute la semaine : le 19 à Sedan, le 20 à Longwy, le 21 autour d'Usinor-Denain avec une journée portes ouvertes. A cette occasion, les délégations des différentes usines du Nord, de Lorraine, des Ardennes devraient se retrouver.

L'Intersyndicale de Longwy (CGT, CFDT, FO, CGC, FEN) a annoncé qu'elle participerait à la marche du 23.

Lire en page 3

Les forces chinoises ont totalement quitté le Vietnam

Lire en page 7

TDF : menaces contre le droit de grève

Lire en page 5

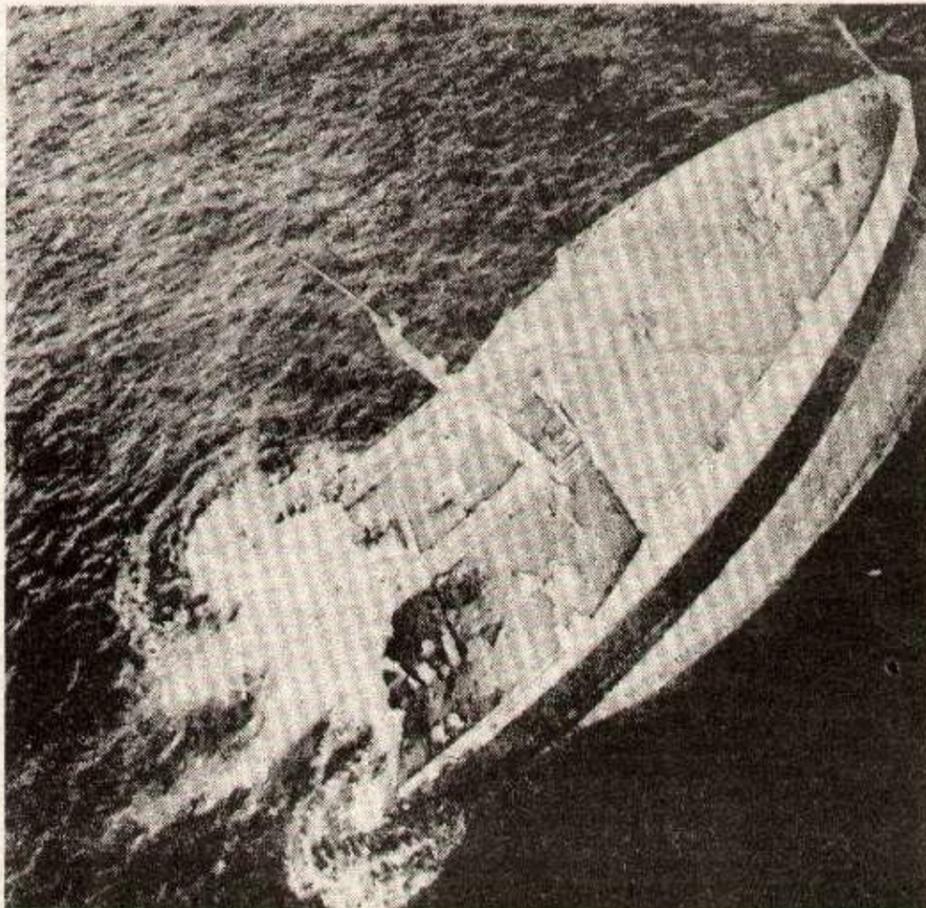
MOYEN ORIENT Nouvelles difficultés pour la paix séparée

- Interprétations différentes du projet d'accord à propos du statut de Jérusalem
- Poursuite des manifestations en Palestine occupée
- L'Arabie Saoudite et la Jordanie maintiennent leur hostilité au projet d'accord

Lire en page 7

Un an après l'Amoco Cadiz

DEUX NOUVELLES MARÉES NOIRES



Le pétrolier Kurdistan fait naufrage au large du Canada.

Dimanche, un pétrolier libérien de 80 000 tonnes a laissé s'échapper une partie de sa cargaison au large de Douarnenez (Finistère). Selon la Marine nationale, le pétrole libéré serait en cours de pompage et la pollution serait limitée. L'accident est dû à une déchirure de la coque et du ballast avant.

Une marée noire s'est également produite au large du Canada : le pétrolier britannique *Kurdistan*, transportant 29 000 tonnes de brut, a probablement heurté un iceberg, dans la nuit de jeudi à vendredi, au large de Sydney, dans la province de Nouvelle-Ecosse.

Il y a un an, l'*Amoco-Cadiz* laissait échapper sa cargaison au large des côtes de Bretagne. Une profonde révolte se faisait jour dans la population bretonne, révolte trahie par les politiciens bourgeois.

Lire en page 2
notre série

«Un an après
la marée noire de
l'Amoco Cadiz»

Aujourd'hui :
immobilisme
chez les partis
de gauche

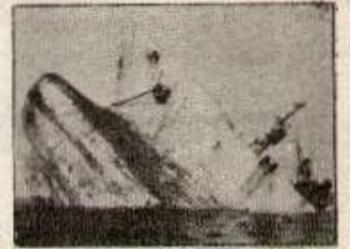
LA REVOLTE TRAHIE

Un an après la marée noire de l'Amoco Cadiz

Immobilisme chez les partis de gauche

LA REVOLTE TRAHIE

Reportage de Pierre CHÂTEL



Mars 19/8. La bataille électorale se développe, pour ces élections que d'aucuns jugent cruciales, et qui font miroiter à l'aide de leur «programme commun» un hypothétique changement. 16 mars 19/8, à la veille du deuxième tour de scrutin, un super-pétrolier, l'Amoco-Cadiz, s'échoue à la pointe Nord du Finistère. L'incurie et la responsabilité du pouvoir dans cette catastrophe lourde de conséquences pour la Bretagne, soulèvent la colère des Bretons. Aux propos démagogiques du gouvernement, ils répondent par des manifestations massives : l'union de la gauche reste silencieuse et immobile. Les résultats électoraux n'ont pas été bouleversés en Bretagne, mais le drame de l'Amoco-Cadiz a néanmoins permis une amorce de réflexion sur la société, et sur ses responsabilités, et une radicalisation chez certains militants des partis de gauche. Des acquis utiles dans la bataille qu'engagent les Bretons contre l'implantation de centrales nucléaires où le pouvoir ne prend pas en compte les aspirations des populations concernées, où leur sécurité compte bien moins que les profits des trusts...

Le 16 mars survenait en Bretagne l'accident tant redouté. Au pays où la terre et la mer se mélangent, la carcasse d'un super-pétrolier s'ouvrait sous les coups de boutoir des lames, libérant le pétrole des cuves de l'Amoco-Cadiz. Après les précédents, Torrey-Canyon, Olympic-Bravery, Bohlen, la fatalité n'était plus de mise. Et la colère jaillit devant le désastre dont les conséquences s'annoncent d'emblée très lourdes.

A la veille du deuxième tour des élections législatives, où les partis de gauche nous promettent leur victoire depuis des années, dans la voie «du changement», ils sautent sur l'occasion ; il n'y a plus que deux jours. Un tract, vite fait, vite distribué. De grandes déclarations : «Si la gauche avait été au pouvoir, ça ne serait pas

Les amateurs mal aimés

Les Comités anti-marée noire se proposaient de lutter contre la marée noire, «mais pas avec des petites cuillères», laissant cette initiative à Bellemare-Becam avec leurs propos démagogiques, leurs belles intentions et leur inefficacité. Non, pour les Comités anti-marée noire, il fallait structurer cette révolte que les partis de gauche laissaient tomber. «Il fallait empêcher que ça recommence». Aussi avec les premières manifestations, il fallait faire un travail d'information, soutenir les travailleurs de la mer dont l'outil était compromis. «A la première manifestation, PCF et PS étaient là en amateurs», précise un militant du CAMN, «ils avaient amené quelques pontes pour montrer qu'ils étaient là, mais c'est tout. Ils n'avaient pas signé l'appel». Les comités, sur la base de la double révolte, marée noire et «ras l'bol» des attitudes des partis de gauche, parviennent ainsi à recueillir l'adhésion de nombreux Bretons. Dans les réunions des comités, on ré-

arrivé. On se remue, on fait du bruit, tout en se gardant de bien donner les véritables raisons du drame. Vient le dimanche des scrutins, et le matin blême des résultats, pour la gauche qui doit ravalier ses illusions. Les partis du «changement», sans autres perspectives, ne se remettent pas. Ils ne bougeront plus, sombrant dans l'inaction...

Mais cette défaite n'est ni celle des Bretons, ni celle des travailleurs. La colère devant la marée noire est là, la révolte est sous le vent. Le drame est trop grave pour le supporter en prenant des airs larmoyants. Des personnes se regroupent spontanément, sur des points minimes qui dénoncent les vraies raisons de cette nouvelle marée noire : la course aux profits. C'est la naissance des Comités Anti-Marée Noire, (CAMN).

fléchit sur le drame. La course aux profits et ses diverses manifestations, surconsommation, politique énergétique irresponsable, sécurité repoussée à ses limites les plus simples, sont désignées comme les vrais responsables, et accusent la société qui les produit : le capitalisme.

Mais les partis de gauche, non contents de s'en tenir à envoyer des délégations d'élus, et d'exprimer leur mécontentement de ne pas être associés aux bévues du plan Polmar, se mélangent les pinceaux. Ils refusent de signer les appels aux manifestations qui sont organisées, envoyant cependant une brochette d'écharpes, et ce à plusieurs reprises ; par contre ils attaqueront basement les Comités anti-marée noire et les qualifient, comme l'a fait le PCF, ou la direction de la CGT de «groupe gauchiste». «Ça a fait de sacrées barrières à abattre» explique un militant du comité de Brest ; «soi-disant, le CAMN était essentiellement composé



Manifestation à Brest le 1^{er} avril 1978. Mot d'ordre : «Politise tes inquiétudes, tu inquièteras les politiciens».

d'étudiants, alors qu'il n'y en avait qu'une minorité. Il y avait beaucoup de travailleurs, de l'hôpital, de chez Ericsson (une boîte d'électronique de Brest), des paysans, des pêcheurs, des

jeunes chômeurs, et des jeunes travailleurs. Des étudiants il n'y en avait qu'une quinzaine, et trois-quatre lycéens, sur plus de 250 personnes».

Une révolte profonde

Aussi, la campagne du PCF ne trouve que peu d'emprise. Mais le CAMN, tout en menant sa lutte de façon autonome, cherche du côté des partis de gauche et des directions syndicales une prise de position qui puisse cristalliser la révolte, qui est profondément présente aussi chez les travailleurs de Brest. Une des grandes manifestations réclamait en effet la grève générale : «les gars ne trouvaient pas leur compte dans les manifs» ; mais les directions syndicales et les partis resteront néanmoins immobiles. Cette attitude permettra à de nombreux Bretons de reconsidérer leur position, qui pouvait se situer dans le sillage de ces partis. Une des manifestations qui regroupait plus de 20 000 personnes à Brest sera l'occasion de jauger cette autonomie qui se dessine par rapport aux partis de gauche : plus de la moitié des manifestants

marche sur la préfecture maritime, malgré les appels lancinants à la dislocation, à «ne pas céder aux provocations». Ainsi, encore, des militants du PCF quittent ce parti qui s'est contenté, une fois de plus, tout en clamant d'être «le véritable parti des travailleurs», de ne rien faire.

Mais l'expérience de cette marée noire n'est pas sans lendemain. Si le CAMN s'est dispersé maintenant, ses acquis eux, sont encore présents. Une autre bataille est engagée en Bretagne, la lutte contre l'implantation des centrales nucléaires. Car le pouvoir, loin de se contenter de permettre les marées noires successives et de retarder sans cesse les mesures qui pourraient limiter les risques, préférant préserver les intérêts des grandes compagnies, a l'intention d'implanter une centrale nucléaire à la pointe du Raz.

Les choses ont changé

«La marée noire était une alerte, on a intérêt à faire gaffe, à ne pas se laisser marcher sur les pieds» prévient une militante de l'ex-CAMN, travaillant maintenant au sein des CLIN (comité local d'information sur le nucléaire). «Pendant la marée noire, nous avons accusé tout ce qui était le profit, le capitalisme... Je crois» continue-t-elle, «que ça a réveillé beaucoup de choses dans la tête des gens. On comprend mieux ce qui se passe dans la société actuelle, au niveau de la consommation. A l'é-

poque, un des mots d'ordre de la mobilisation était «Mazoutés aujourd'hui, radioactifs demain !», et nous avons comparé le plan Polmar au plan Orsec-Rad (en cas de pollution radioactive). Ça a permis de faire la transition pour la lutte antinucléaire contre l'implantation de centrales en Bretagne».

A Plogoff, sur la pointe du Raz, cette lutte a déjà commencé avec des formes dures ; des barricades dressées par les habitants lorsque EDF a voulu faire le relevé de terrain. Après la marée

noire, cette opposition s'est renforcée. D'une part les CLIN ont regroupé la majorité des militants des CAMN, bénéficiant de leurs acquis, leur donnant un nouvel élan ; d'autre part, apparaît une réflexion plus poussée, imposée par le déroulement des opérations d'alors. «Ils veulent aller trop vite» déclare, l'œil rivé sur la pointe de Plogoff, un marin que le vent ne démonte pas. «Ils veulent aller vite avec leurs pétroliers, sans prendre garde ; ils mettent dix ans à faire des lois qui ne sont pas appliquées, et qui n'empêchent pas le mazout de venir sur nos côtes. Alors leurs centrales, nous n'en voulons pas. Comment saura-t-on ce qui s'y passe, si la sécurité est suffisante ?»

Maintenant
ça irait vite...

Et ce ne sont pas les propos de Boiteux, le directeur d'EDF, qui déclarait récemment que les Bretons auraient leurs centrales ou qu'ils payeraient l'électricité plus cher, qui permettraient de faire passer la pilule. «En Bretagne, on a la tête dure. Le pays ici, c'est du granit» dit calmement le pêcheur, «et on peut faire plus que des barricades...» Boiteux n'a fait que renforcer la détermination des habitants de Plogoff, et la haine des Bretons contre le centralisme parisien du pouvoir, qui veut faire de la Bretagne un parc à touristes, qui a délaissé les travailleurs de la mer lors de la catastrophe de l'Amoco. Et les déclarations de Marchais, lors de sa visite en Bretagne, sur la «nécessité» d'avoir recours au nucléaire dans ce pays, ne peuvent permettre un apaisement...

«Le sentiment, c'est que les gens ont accumulé la révolte depuis la marée noire ; depuis que c'est fini ils n'ont pas beaucoup de perspectives ; il y avait toute une ambiance qui s'est créée dans Brest (et aussi plus largement), des tas de gens se sont connus, il y a maintenant quelque chose qui n'existait pas auparavant. Maintenant s'il y avait quoi que ce soit, ça irait très vite, les gens se connaissent, surtout dans l'ambiance où l'on est, où les gars en ont marre d'un tas de choses, il n'y aurait pas besoin de beaucoup pour les faire bondir», explique un militant du CLIN de Brest.

Un avertissement pour le pouvoir, qui ne pourra plus trop compter sur l'influence des partis de gauche et leur immobilisme pour dévoyer la colère, après les contre-coups de la marée noire. La révolte est là, prête à bondir comme une lame de fond...

L'ACTION SE POURSUIT DANS LE BASSIN DE LONGWY

● SNPM (Usinor) : LUTTE SUR LES SALAIRES

Récemment à la SNPM, filiale d'Usinor, les syndicalistes CGT ont organisé la riposte, face au refus de la direction d'effectuer un rattrapage des salaires par le bas. On se rappelle que cette revendication n'est pas nouvelle à la SNPM. Déjà en septembre 1976, juste avant l'annonce du sinistre plan Barre, les travailleurs engageaient une lutte offensive et dans l'unité contre la hiérarchie des salaires. Aujourd'hui, ils montrent leur résolution à poursuivre la lutte.

CENTRALE D'HERSERANGE : OCCUPATION DANS LA PERSPECTIVE DES NEGOCIATIONS DU 21

À la centrale d'Herse-Range, la CFDT occupe toujours. On sait que la CFDT, tout en occupant 24 heures sur 24, permet la fourniture d'oxygène aux usines du bassin. Ceci afin de couper court à toute campagne d'inspiration patronale visant à rendre la CFDT et les travailleurs qui l'ont suivie dans cette action responsables de l'asphyxie des usines. Elle a expliqué qu'elle

maintient son occupation jusqu'au 21, date de la rencontre entre le PDG Etchegaray et les organisations syndicales pour parler du sort d'Usinor-Longwy. La CFDT montre ainsi qu'elle entend donner aux travailleurs de Longwy un moyen de riposte immédiat pour le cas, fort probable, où Etchegaray maintiendrait ses positions. Beaucoup de travailleurs le comprennent ainsi, et ils expriment leur accord là-dessus. Ils l'ont dit en venant dimanche à la journée portes ouvertes organisée par la CFDT à la centrale. C'est environ un millier de personnes qui sont passées à la Centrale.

La CFDT avait installé une exposition-photos, et des articles de presse sur la lutte. Un circuit de visite était pré-établi, et tous les gens montraient leur grande satisfaction de pouvoir se rendre compte du lieu et des conditions de travail. Dans les vestiaires aménagés en forum, le débat a pu s'instaurer avec la CFDT, et aussi entre les travailleurs eux-mêmes.

LA MARCHÉ SUR PARIS

Les questions qui revenaient le plus souvent étaient la montée sur Paris : pour quoi y faire ?

La CFDT de Longwy participera à la marche

La CFDT de Longwy participera à la marche du 23 sur Paris. Elle ne veut pas, en étant absente, être rendue responsable de la rupture du front syndical dans le bassin de Longwy. C'est pour cette raison qu'elle y participera, tout en continuant à poser la question des objectifs recherchés par cette marche, et surtout des perspectives de lutte. Elle propose que les travailleurs de Longwy se rendent à la manifestation sans badge des syndicats, mais avec des badges de l'Intersyndicale de Longwy.

Comment ?

Une autre question revenait souvent aussi, c'est celle de l'unité syndicale qui a pu être conservée à Longwy, et dans une perspective plus lointaine, plus permanente, pourquoi l'Intersyndicale ne se structure-t-elle pas plus, pour lancer en son nom les actions ? En particulier, un militant enseignant, se déclarant pourtant plutôt proche de la CGT, a fortement déploré que chaque organisation syndicale faisait son action dans son coin, sans finalement chercher à y associer les autres. Ainsi, il a cité l'exemple des radios libres. En effet, depuis le 16 décembre 1978, Radio SOS-Emploi émet chaque soir, ceci à l'initiative de la CFDT. Et puis, à partir du samedi 17 mars, c'est une nouvelle radio libre qui va émettre

chaque jour à Longwy.

LA CGT LANCE RADIO LORRAINE COEUR D'ACIER

C'est Radio Lorraine Cœur d'Acier, que la CGT vient de lancer d'une façon tout à fait spectaculaire. D'abord parce que personne ne s'y attendait, excepté certainement les militants. De plus, cette initiative a surpris par l'ampleur des moyens mis en œuvre ; moyens techniques : un studio a pu être aménagé dans le hall de l'Hôtel de ville de Longwy-Haut, sous la responsabilité de la municipalité. Et c'est un émetteur de 600 Watts qui va tenter de rayonner sur 100 km. En effet, la CGT fixe à Radio Lorraine Cœur d'Acier - RLCA - une vocation régionale. Les



Des sidérurgistes soudant les portes d'accès aux ateliers de fourniture d'oxygène de la centrale d'Herse-Range. La CFDT permet cependant l'alimentation des usines du bassin (voir notre article).

techniciens CGT sont des professionnels venant de Paris. Samedi après-midi, à partir de 16 h 30, c'est devant une assemblée très nombreuse que RLCA lançait sa première émission. Des liaisons téléphoniques étaient aménagées dans le studio, et dès les premières minutes, les coups de fil arrivaient, annonçant la bonne réception de l'émission, dans un rayon de 10-15 km.

QUEL RÔLE POUR RLCA ?

Tout au long de l'émission, les animateurs ont précisé le rôle que la CGT entend donner à RLCA. D'abord, ils la présentent comme une radio pas comme les autres : une radio qui sera au service des travailleurs et de leurs luttes. Une radio qui permettra à la CGT de diffuser son point de vue. Mais aussi une radio qui donnera le droit de réponse à toute personne, à toute organisation qui le demandera. Enfin, une radio ouverte, qui va diffuser, émettre en plein jour, sans se cacher.

Au fil de ces mises au point, les interventions commencent, notamment des syndicalistes CGT. Ils s'expriment sur la marche du 23 à Paris, sur la lutte dans le bassin, sur la situation des autres secteurs, SNCF... Au travers de ces interventions, on sent la volonté de la CGT de justifier cette marche du 23 sur Paris en en faisant un vaste rassemblement de mécontents. Et puis viennent des commentaires sur la situation internationale, par exemple sur l'Iran. Le maire de Longwy (PCF), prendra ensuite la parole, puis ce sera le tour du député PCF Porcu. Celui-ci fera un long exposé sur les

périphéries du débat à l'Assemblée nationale.

QUELS RAPPORTS AVEC RADIO SOS-EMPLOI ?

Tout au long de cette émission, des animateurs de Radio SOS-Emploi étaient présents, et leur présence a été signalée en cours d'émission. Interrogés par Radio SOS-Emploi sur les rapports entre les deux radios libres CGT et CFDT, les animateurs de RLCA n'ont pas rejeté l'idée de travailler ensemble, bien qu'ils n'aient pas caché qu'il y avait des conceptions différentes sur ces radios libres. Pour les syndicalistes CGT, Radio LCA est une radio ouverte, au sens où elle ne se cache pas. Interrogés sur les risques de répression, ils disent : « Que les travailleurs prennent cette radio en main ! C'est à eux de répondre à toute tentative de répression ».

Les responsables, animateurs et techniciens de Paris, ont pour but immédiat de former une équipe locale capable de prendre le relais. Et déjà, ils envisagent d'émettre chaque jour très longtemps. Ils ont parlé d'émettre de 7 heures du matin à midi, puis de reprendre tout l'après-midi. Ils envisagent de faire des rubriques variées, sportives, culturelles... Ils invitent les gens à téléphoner, à venir, à prendre la parole, ce qu'ils ont fait au cours de la première émission... Un projet qui, au départ, semble très alléchant, et qui aura eu un impact considérable pour son lancement.

RLCA
EMET SUR 97,6 MHZ
Corres. LONGWY

NOUVEL ACCORD D'INDEMNISATION DU CHÔMAGE : LA FIN DES 90 %

«Un accord qui va dans le bon sens», selon Raymond Barre ; «Une victoire de la politique contractuelle», selon Robert Boulin ; «Une révolution sociale» doublée d'un «courage syndical», comme le CNPF... C'est en ces termes que quelques représentants notoires du gouvernement et du patronat saluent la signature, samedi matin à l'aube, d'un nouvel accord avec les syndicats sur l'indemnisation du chômage. A priori, ces félicitations patronales sont plutôt inquiétantes...

Les grandes lignes de l'accord

— **Allocation de base** : elle est actuellement de 40,25 % ou 35 % du salaire, augmentée ou pas de l'Aide publique (16,50 F par jour). Elle sera de 42 % du salaire, plus une prestation de 20 F par jour. Minimum garanti : 1 600 F par mois. Actuellement, environ 400 000 personnes bénéficieraient de cette allocation.

— **Allocation spéciale** : versée uniquement aux licenciés économiques. Elle est donc désormais dégressive, avec un minimum garanti de 90 % du SMIC pendant un an. Deux solutions. Soit 65 %, 60 %, 55 % et 50 % au bout d'un an, avec en plus une part fixe de 20 F par jour ; soit 75 %, 70 %, 65 % et 60 %, sans part fixe. Cette deuxième solution est plus intéressante pour les licenciés ayant auparavant un salaire de plus de 6 500 F par mois...

— **Garantie de ressources** : toujours à 70 % pour les travailleurs en pré-retraite, âgés de 60 à 65 ans. Elle est élargie aux chômeurs âgés de plus de 55 ans.

— **Allocation forfaitaire** : c'est une nouvelle prestation, pour certaines catégories de femmes, de jeunes, les anciens détenus et les chômeurs qui ont épuisé leurs droits.

— **Date d'entrée en application** : 1^{er} juillet pour les «nouveaux» chômeurs, et 1^{er} octobre pour les «anciens».

Depuis le 1^{er} juin 1978, il y avait déjà eu 14 réunions entre le patronat et les syndicats sur cette question, et plus de 100 heures de discussion. Le 5 décembre d'ailleurs, c'était la rupture. Et juste un mois après, le gouvernement, qui n'arrivait pas à ses fins par les voies paritaires habituelles, faisait passer à toute vitesse une loi-cadre à l'Assemblée Nationale. A l'époque, les confédérations s'étaient indignées de ce procédé. D'abord, parce que la loi-cadre faisait une croix définitive sur les 90 % et adoptait le principe de la dégressivité des indemnités pour les licenciés économiques. Enfin, parce que le Parlement se substituait aux «partenaires sociaux». Au point que la loi-cadre stipulait que si les partenaires sociaux n'arrivaient pas à s'entendre trois mois après le vote du Parlement, le gouvernement prendrait lui-même les décisions pour les modalités concrètes de l'application !

Et finalement, samedi dernier, la CGT, la CFDT et FO ont signé l'accord qui consacre la disparition des fameux 90 %. Même si chacun s'évertue à prou-

ver qu'il y a du mieux dans cet accord, que davantage de chômeurs seront mieux indemnisés, on peut s'interroger sur le commentaire du «Journal du dimanche» : «C'est la première fois enfin qu'une remise en cause d'avantages acquis — compensée il est vrai — est conclue», et sur son titre de première page : «Chômage : la fin des 90 %». Inquiétants aussi, les commentaires de la radio et de la télé, qui présentent l'accord comme un «stimulant» pour les licenciés dans leur recherche d'un nouvel emploi, puisque de trimestre en trimestre, leurs indemnités vont baisser ! Il faut d'ailleurs noter que cet accord prévoit une surveillance beaucoup plus étroite des chômeurs bénéficiant de l'Allocation Spéciale : tous les semestres, un contrôle sera effectué pour établir si la personne indemnisée peut ou non continuer à percevoir ses droits, en fonction de ses «efforts» pour rechercher un emploi ! En toile de fond de ces explications, la poursuite de la chasse aux prétendus «faux chômeurs», comme s'il suffisait de chercher du travail pour en trouver !

LUTTES

Paris : débat sur les luttes autour de l'UL-CFDT du 19^e

L'UL-CFDT avait organisé vendredi un débat sur le chômage dans le 19^e arrondissement très touché par le chômage : 5 800 chômeurs environ, de nombreuses boîtes fermées, d'autres en voie de fermetures, licenciements à la SFP.

Comment lutter contre les licenciements ?

Comment le 19^e peut-il s'inscrire dans les luttes d'ensemble ?

Faut-il participer à la marche du 23 ?

Unifier les luttes par des revendications communes : débat très animé auquel participent 20 entreprises et plus de 70 personnes dont quelques délégués CGT et une délégation de l'intersyndicale de la SFP qui fit l'histoire de leur lutte.

Les points forts de leur lutte : occupation de l'ANPE de Pigalle, arrêt du Capitole, occupation de la plate-forme de la Samaritaine.

Briser l'isolement, sortir de l'entreprise, informer le public, utiliser l'outil de travail au service des luttes sont les propositions de la SFP.

Faut-il participer à la marche du 23 ? objet d'un débat très animé : oui, mais qu'y faire ! Pas de manif enterrement, ne pas se laisser récupérer par des partis politiques, ne pas dévoyer les luttes à des fins électorales.

Le 23 n'est qu'une étape dans la lutte.

Les sidérurgistes de Longwy et de Denain nous ont montré la voie ; oui pour les actions efficaces. Les sidérurgistes CFDT de Longwy et de Dunkerque ont annoncé leur participation disent les responsables de l'UL. C'est eux qu'il faut rejoindre déclare une partie de la salle.

Il apparaît une grande différence entre les boîtes déjà engagées dans la lutte et qui veulent trouver des formes nouvelles pour aller de l'avant et les petites boîtes isolées menacées de fermetures. Le 23 pourrait être un moyen de s'inscrire dans la lutte pensent les représentants de ces entreprises. La position de la confédération ne favorise pas forcément l'unification que souhaitent les travailleurs.

Afin d'envisager des mobilisations de toutes sortes pour lutter efficacement contre le chômage, et les plans de licenciements dont un certain nombre seront effectifs dès la fin du mois, les participants se sont donnés rendez-vous. La lutte continue.

Les travailleurs de la SFP nous ont présenté les films qu'ils ont pris de la lutte de Longwy, de la lutte de la SFP.

Correspondant

CRÉDIT DU NORD EN GREVE DEPUIS UN MOIS APRES DEUX JOURNÉES NATIONALES D'ACTION

■ 11 000 personnes travaillent au Crédit du Nord, surtout implanté, comme son nom l'indique, dans le Nord de la France. La crise de la sidérurgie dans le Valenciennois ne dit rien qui vaille à ces travailleurs : ils savent que tôt ou tard, si le plan est appliqué, ils en feront aussi les frais. Depuis le 21 février, une partie des employés de la 5^e banque française est en grève.

Vendredi en fin de matinée trois cents à trois cent cinquante employés parcouraient le Bld Haussmann, à deux pas de l'Opéra de Paris. Peu de temps auparavant les employés du Crédit du Nord «montés» de toute la France s'étaient réunis en AG au siège social de la banque, sur le même boulevard.

«Depuis le 21 février nous sommes en grève» explique une déléguée

de la CGT qui prendra le temps nécessaire pour répondre à nos questions malgré l'effervescence qui règne dans l'immeuble de la direction. Les revendications sont d'ordre salarial mais touchent également à la réduction du temps de travail et au droit syndical. «Auparavant nous dépassions sans difficulté le temps de délégation alloué. Depuis quelque temps la direction ne veut

plus rien savoir et s'en tient strictement à l'application de la loi». Retenue de salaire à la clef pour les délégués du personnel qui dépassent leur temps de délégation. Bien que la grève à l'échelon national ne soit pas extrêmement massive, les employés ont deux atouts de taille. Depuis le 6 mars le centre informatique de Paris est en grève, imité le 14 par celui de Seclin dans la banlieue lilloise. Par ailleurs, les sièges de Marseille et de Bordeaux sont occupés ; enfin, les agences d'Amiens, Niort, Arras sont également en lutte. L'origine du mouvement est significative : les employés ont poursuivi après deux journées nationales

d'action... jusqu'à aujourd'hui.

Les problèmes ne manquent pas dans ce secteur ; selon la bourgeoisie, si l'ensemble du secteur bancaire s'alignait sur les banques les plus rentables, 50 000 des 360 000 employés de banque du pays devraient être licenciés...

Depuis une fusion intervenue en 1974, «il y a déjà 1 400 emplois qui ont été supprimés chez nous» nous dit un délégué CFDT. Raison de plus pour lutter avec détermination.

A les entendre vendredi troubler la quiétude du quartier d'affaires, on avait nettement l'impression que le moral était bon.

F.M.

PARIS III : LA GREVE DE LA FAIM D'UNE PARIA DE L'UNIVERSITÉ

■ Ils font le travail d'un assistant de fac, et ils sont trois fois moins payés (1 100 f par mois au lieu de 3 800 pour un nombre d'heures égal) ; ils ne sont pas payés pendant les vacances, mais ils n'ont pas le droit de toucher le chômage pendant cette période ; ils travaillent à l'année, mais ils sont payés à l'heure. Administrativement, ils n'existent pas : ce sont les vacataires de l'enseignement supérieur. Un de ces fantômes, la secrétaire de leur Association nationale, fait la grève de la faim depuis le 7 mars.

Bâtiments neufs, larges couloirs : le centre Censier (Paris III) incarne bien l'Université d'après 1968. Les affiches apposées partout dans les couloirs guident, au quatrième étage, vers une de ses faces les plus mal connues, et les plus sordides. Salle 419, décor classique de grève de la faim ; étendue sur un lit improvisé, Chantal Forestal, secrétaire de l'Association nationale des enseignants vacataires de l'enseignement supérieur (ANEVES). Elle explique volontiers le sens de son action.

LES POTS CASSÉS DE LA CRISE

L'histoire a commencé avec la réforme Edgar Faure, après 1968 : linguistique, arts plastiques, musique, on multiplie les filières nouvelles qui vont donner un vernis moderne à l'Université. Au meilleur compte possible : au lieu d'enseignants disposant d'un statut (assistants, maîtres-assistants...), des personnels «vacataires» sont recrutés. Les Universités les paient sur leur propre budget, le ministère fait semblant de les ignorer. 1974 : avec la crise, les universités jugées non rentables voient leurs crédits diminuer. Les vacataires - 2 500 environ - vont être les premiers à payer les pots cassés. Il y a même, aujourd'hui, à

Paris, des auxiliaires-vacataires, recrutés sur contrat à durée limitée (un an) et qui doivent s'engager, par écrit, à renoncer à l'allocation-chômage en fin de contrat !

LIQUIDATION PROGRAMMÉE

Ils s'en tiraient en faisant un maximum d'heures : les réductions d'horaires les placent dans une situation impossible. En 1976, une circulaire gouvernementale décide de leur sort : liquidation en trois ans ; la décision sera cassée par le conseil d'État. Nouvelle attaque en 1978 : une loi dans le même sens est présentée au Parlement ; repoussée ; la loi ne prévoit que l'arrêt du recrutement. Ce qui n'a pas empêché un nouveau décret, le 20 septembre dernier, de prévoir la suppression d'ici cinq ans des heures de vacation.

LE RELAIS DE LA LUTTE DE TOURS

Salaires au-dessous du minimum vital, absence totale des garanties les plus élémentaires, emploi gravement menacé : l'ANEVES, créée en 1977 (à la suite de la coordination qui existait depuis 1975), n'a pas manqué de tâches. En 1975, les vacataires obtenaient (pour un an) le paiement du

chômage pendant l'été. Le minimum, l'État ne cotise pas aux ASSEDIC. A Vincennes, ils avaient arraché un salaire minimum garanti - que l'inflation a mangé depuis. Après quoi, les luttes ponctuelles, les grèves administratives se sont multipliées. La dernière, celle du printemps 1978, avait pesé sérieusement sur les débats parlementaires.

Depuis la rentrée, il y a eu une grève de la faim de 28 jours, des vacataires de Tours, qui avaient obtenu la parité du salaire avec les assistants et l'intégration dans les cadres normaux. Le ministère a fait opposition. Il fallait prendre le relais, étendre le combat contre le décret du 20 septembre dernier. Chantal Forestal ne cache pas qu'elle s'est résolue à ce type d'action - difficile,

quand aucune limite de temps n'est fixée - à cause des difficultés de mobilisation dans l'enseignement supérieur. Les cloisonnements de catégories, une inertie difficile à vaincre dans les différents syndicats : voilà quelques unes des difficultés auxquelles se heurte l'ANEVES.

Mais quand on entend Chantal parler de son travail à Aix-en-Provence, de l'apprentissage de l'enseignement du français aux étrangers qu'elle a mis sur pied après des années d'efforts, on est gagné par une conviction : ces titulaires qui apposent leur signature pour légaliser le travail des vacataires, rien ne justifie qu'ils aient plus de droits que ceux à qui on les refuse tous.

Jean LERMET

● Haute-Savoie : la police «libère» 4 cadres

Vendredi 16 mars, 4 cadres de la Société Rebour Sofra à Cran-Gevrier, près d'Annecy, ont été retenus 7 heures par les travailleurs de l'usine, qui occupent les locaux. Ils demandent la révision des classifications et la réduction du temps de travail. La police est intervenue pour «libérer» les 4 cadres, en utilisant une échelle, les grévistes refusant d'ouvrir les portes. La direction a promis qu'elle mettrait tout en œuvre pour obtenir l'évacuation des locaux.

● Châlon-sur-Saône : direction déboutée

Le tribunal des référés de Châlon-sur-Saône a débouté la direction de la Société auxiliaire d'entreprise de sa demande de licenciement contre deux délégués syndicaux. Il l'a condamnée aux dépens. La direction avait intenté cette action en justice pour essayer de casser les débrayages quotidiens de 2 h avec occupation observés par les 50 ouvriers de l'usine, presque tous immigrés, qui exigent de meilleurs salaires et des indemnités de déplacement.

LA FEDERATION DE PARIS DU PCR ml VOUS ANNONCE L'OUVERTURE DE LA

Librairie populaire

23 RUE SAINT-SAUVEUR ; 75 002 PARIS
TELEPHONE : 508 82 87

OUVERTE TOUS LES JOURS DE 10 H A 20 H
SAUF DIMANCHE ET LUNDI

Notre librairie vous propose :

1 - Un grand choix de livres dans les domaines suivants :

- Littérature française et étrangère, romans populaires.
- Syndicalisme, luttes ouvrières, histoire générale et histoire du mouvement révolutionnaire etc...
- Témoignages et essais sociologiques sur les conséquences de l'organisation capitaliste du travail, luttes écologistes, luttes des femmes, lutte contre la justice de classe, école, chômage etc...
- Situation internationale, luttes contre l'impérialisme (Afrique, Asie, Amérique du Sud, etc...)
- Analyse et théorie économique
- Tous les classiques du marxisme-léninisme et des ouvrages de référence sur la construction du socialisme.

2 - Les publications d'un très grand nombre d'organisations de masse : femmes, vie de quartier, organisations anti-impérialistes, etc...

- L'ensemble des publications du PCR ml et d'un certain nombre d'organisations politiques marxistes-léninistes françaises et étrangères.

- De nombreux ouvrages sur l'édification du socialisme en Chine ainsi que toutes les publications des éditions de Pékin (la librairie abonne à tous les périodiques chinois).

3 - Des débats seront organisés périodiquement, ouverts à tous et à toutes, dont les thèmes et les dates seront annoncés dans *Le Quotidien du Peuple*.

Thème du prochain débat : littérature prolétarienne (date non fixée à l'heure actuelle).

Nous vous invitons à venir nous voir, nous aider par vos suggestions et vos remarques. Toute personne désirant prendre contact avec la fédération de Paris du PCR ml peut le faire à la Librairie Populaire.

Premier tour des cantonales :

APPARENTE STABILITE

■ L'analyse du résultat du premier tour des élections cantonales, pour être complète, nécessite de connaître l'ensemble des chiffres. Le ministère de l'Intérieur ne les avait pas encore fait connaître ce lundi matin, comme s'il lui fallait un délai de réflexion pour manipuler certains d'entre eux. Cette imprécision n'a pas empêché les leaders des partis bourgeois de tirer leurs conclusions dès dimanche soir : à les entendre, ils auraient tous remporté un succès éclatant.

Recueillant 25,8 % des voix sur un peu plus de deux tiers des cantons dont le résultat est connu, le PS considère qu'il reste, et de loin, le premier parti de France. Prenant en compte le nombre d'élus dès le premier tour, l'UDF estime avoir réussi sa percée, elle qui n'existait pas lors des précédentes cantonales. En comptabilisant pour lui une partie des voix des notables de droite, le RPR affiche une grande satisfaction : il affirme sa force, y compris sur un terrain qui n'est pas le meilleur pour lui, celui d'élections locales. Enfin, s'appuyant on ne sait trop sur quoi, le bureau politique du PCF considère que «*le PCF progresse*». Tous sont satisfaits d'eux-mêmes.

En réalité, il faudra attendre dimanche prochain, avec le second tour, pour savoir ce que ces élections cantonales ont vraiment changé. C'est à ce moment là seulement qu'on saura comment se modifie, et dans quelles proportions, la structure des conseils généraux.

On ne peut aujourd'hui que se borner à faire quelques constatations. La première, la plus évidente, c'est le faible taux d'abstention enregistré pour des cantonales : aux alentours de 30 %, contre 34,74 % en 1976, et 46,6 % en 1973. La politisation croissante des cantonales, ce sondage en grandeur nature, comme il a été dit, explique probablement pour une large part l'importance de la participation.

STABILITE APPARENTE

Deuxième constatation : l'apparente stabilité des résultats. Les comparaisons sont certes difficiles à établir : on ne peut guère prendre en compte les élections de 1973, qui pourtant concernaient les mêmes cantons, dans la mesure où la situation politique s'est passablement modifiée depuis six ans, avec notamment la poussée de la gauche, qui ne faisait qu'apparaître alors. Quant aux comparaisons avec 1976, elles souffrent du fait qu'il ne s'agit pas

des mêmes cantons qui étaient en jeu. Regardons cependant ces résultats : en 1976, le PS obtenait 26,5 % des voix. Il obtiendra cette année aux environs de 26 %. Stabilité donc. Républicains indépendants et centristes réunissaient en 1976, 15,2 % des voix. L'UDF doit tourner cette année autour de 16 %. Stabilité encore. Le RPR avait 10,6 %, il en obtient 14. Il y a là une indiscutable progression, mais qu'il faut mettre en rapport avec le fait que le RPR se présentait dans plus de cantons, et surtout qu'il comptabilise pour lui des scores de candidats dits «*modérés*». Le PCF enfin : en 1976, il obtenait 22,8 % des voix, et cette année, sur environ deux tiers des bulletins dépouillés, il «*réussit*» aux alentours de 19 %. Il y a là, apparemment un recul.

RECU DU PCF

Ce recul est plus sensible si on examine les résultats d'un département contrôlé par le PCF, la Seine-Saint-Denis. En établissant la comparaison avec 1973, en prenant les chiffres, peu suspects d'hostilité envers le PCF, de *L'Humanité*, on constate que sur 15 cantons dont les résultats sont déjà connus, le PCF recule dans 13 d'entre eux, et ne progresse que dans deux. Trois exemples : à Aubervilliers-Est, le PCF fait

64,62 %, contre 72,8 % en 1973 ; à Aulnay-sous-Bois Nord, 45,91 % contre 58,7 % en 1973. A Montfermeil, 31,54 % contre 52,9 % en 1973, etc.

Pour autant qu'on puisse en juger aujourd'hui, la stabilité relative que l'on constate s'explique au moins autant par des raisons négatives que par une fidélité des électeurs. La politique de Barre, la vie chère, le chômage, ont très certainement donné des voix à la gauche, au détriment de la droite. Mais à l'inverse, la division de la gauche, les crises qui traversent le PCF ou le PS, ont rebuté nombre d'électeurs potentiels dans la gauche. Les jugements négatifs s'annulent mutuellement, pour aboutir à une apparente stabilité.

Avec d'autres spécificités, on retrouvera certainement cet équilibre aux élections européennes de juin prochain. En fait, ce n'est guère qu'avec les présidentielles de 1981 que les rapports de force entre partis bourgeois pourront évoluer significativement. En attendant, c'est une évidence, ce n'est pas dans les urnes que la bourgeoisie trouvera remède à ses maux, si de tels remèdes existent. Quant aux travailleurs, ils voient dans ce premier tour des cantonales qu'il ne leur faut compter que sur leurs luttes, et que décidément, les élections ne changent rien.

● Mort de Jean Monnet, le « père de l'Europe »

Jean Monnet est mort vendredi à l'âge de 91 ans. Il avait consacré la plus grande part de son activité politique à la construction européenne, participant des illusions qui existaient au lendemain de la guerre sur la possibilité de constituer une fédération des Etats européens. Il se trouva placé en 1952 à la tête de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, qui a constitué la première étape de la mise en place de la CEE. Partisan farouche de la supra-nationalité, il avait été amené à s'opposer vivement aux conceptions gaullistes de l'Europe : il avait notamment animé le comité d'action pour les États-Unis d'Europe, qui avait mené une vigoureuse campagne contre le refus gaulliste d'intégration de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. Ce comité avait été dissous à son initiative en 1974, après la mise en place du Conseil européen, l'instance de concertation qui réunit périodiquement les chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de la CEE.

● Les flics s'en prennent à Radio-Aventure

Le vendredi 16 mars, vers 23 heures, la police a saisi une partie du matériel d'émission de *Radio-Aventure*. C'est vers la fin de l'émission que l'équipe de diffusion qui transmettait une émission pré-enregistrée, depuis un terrain vague de Villemomble (93), a aperçu à quelques mètres un policier en civil équipé d'un appareil de gonio portatif, et qui disait dans un walkie-talkie «*Ca y est, je suis dessus !*», suivi quelques secondes plus tard, le flic ayant aperçu les diffuseurs : «*Encerlez-les !*». L'équipe de diffusion a juste eu le temps de se sauver avec l'émetteur à travers les broussailles. La police a saisi pour environ mille francs de matériel (antenne, magnétophone, appareil de mesure, batterie), mais n'a pu effectuer aucune interpellation.

Radio-Aventure émet depuis plus de deux ans, à l'origine sur une cité HLM, et depuis un an pour tout le Sud-93, tous les vendredis à 20 h 30. Ces dernières semaines, ont pu s'exprimer, entre autres, à son micro, les résidents du foyer Sonacotra, les grévistes de la SFP et des centres de tri, les parents d'élèves du CES Romain-Rolland de Clichy-sous-Bois en grève pour des raisons de sécurité, des jeunes «*rockers*» d'une cité de Bondy, des militants de groupes-Larzac, des musiciens locaux, etc... *Radio-Aventure* annonce qu'elle continuera à émettre.

Communiqué

INFORMATIONS GENERALES

Conférence de presse du comité de soldats du 76^e RI

« SOLIDARITE AVEC LES PAYSANS DU LARZAC »

■ Le comité de soldats du 76 Régiment d'infanterie, basé à Vincennes, aux portes de Paris, a tenu une conférence de presse, à la veille du départ de ce régiment pour le Causse du Larzac, en présence de deux représentants des paysans du Larzac.

Le ministre de la Défense, qui campe sur son projet d'extension du camp militaire du Larzac, malgré l'opposition de la population, confirmée par un récent référendum «*illégal*» (plus de 80 % contre), envoie sur le Causse les régiments à tour de rôle pour des périodes de trois semaines. Par ce moyen, le ministre entend maintenir la présence de l'armée sur les terrains et les fermes qu'elle a pu acquérir, et contraindre ainsi les paysans dans leur lutte contre le projet d'extension. C'est dans ce cadre, que le 76^e RI sera au Larzac à compter du 20 mars.

Le comité de soldats, avant son départ, a tenu «*à manifester sa solidarité avec les paysans du Larzac*», sans pour autant s'en tenir là. Le comité du 76^e RI tenait aussi par

cette conférence de presse à «*contribuer à rompre le silence relatif*» entretenu sur les luttes des soldats et à renforcer les liens entre les appelés et les organisations et les luttes «*civiles*». Le comité a rappelé que son axe de mobilisation restait l'institution des droits démocratiques des soldats, et à briser «*ces no man's lands juridiques*» que sont les casernes, tout en restant «*autonome à l'égard des syndicats et des partis politiques*».

Les soldats ont présenté ce que pour eux signifiait ce séjour de trois semaines au Larzac : outre les conditions de vie déplorables, (logement sous des tentes ou des bergeries sans eau courante, sans armoires, avec des conditions d'hygiène particulièrement lamentables, des rations de guerre en guise de nourriture, une infirmerie unique



Les soldats du 76^e RI refusent de briser les grèves.

et très éloignée) des risques accrus : transports effectués dans de mauvaises conditions avec du matériel usagé et des chauffeurs sans formation conséquente, parcours sous balles réelles et épandage de produits divers. Sans compter l'isolement, les suppressions de permis-sions et de quartiers libres.

Mais le comité a particulièrement mis en valeur la

campagne d'intoxication dont les soldats sont l'objet de la part de leurs supérieurs. Intoxication qui a tout de la psychose, où les paysans du Larzac leurs sont présentés comme de dangereux individus, sournois de surcroît ! Tout ceci en vue d'éviter une éventuelle liaison appelés-paysans ; l'argument «*choc*» étant d'ailleurs que «*parmi les paysans, il y a des gens*

de la sécurité militaire ! Cette campagne que le comité a qualifié «*d'infantiliste*» semble déjà avoir échoué : un tract commun paysans du Larzac-comité de soldats a été rédigé, et diffusé à l'intérieur de la caserne.

Le comité a également dénoncé le rôle de l'armée briseuse de grèves (éboueurs, PTT) et a relevé le fait que lorsque des comités de soldats existaient dans des régiments ces derniers n'intervenaient pas directement contre les grèves... Par ailleurs des bruits font état de l'adjonction prochaine d'un régiment d'engagés (donc plus sûr) au côté du régiment existant, en plus d'un renforcement de la «*discipline*» et une réorientation du 76^e RI, de tâches «*protocoles*» en régiment de combat (avec matériel approprié) ; ce qui fait dire au comité que ce régiment pourrait être appelé à des missions répressives, (un tel régiment n'existait pas jusqu'à présent aux portes de Paris).

Dimanche : grève à TDF contre des mutations

Programme minimum surprise dimanche sur les 3 chaînes de télévision. A l'appel de la CFDT, le personnel de TDF a cessé le travail pour protester contre des mutations disciplinaires frappant trois ingénieurs travaillant à l'émetteur de la tour Eiffel.

Ces mutations ne sont peut-être pas sans rapport avec le passage à l'antenne, il y a quelques jours, de trois diapositives sur la lutte de la SFP.

Dimanche, Lecat, ministre de la Communication, a affirmé à propos de la grève qu'il s'agissait là «*d'un déséquilibre grave dans l'exercice du droit de grève*» et que «*ce défi sera relevé*». Il a convoqué dimanche soir les directeurs des trois chaînes pour envisager les mesures à prendre. Il est possible que de nouvelles restrictions au droit de grève seront annoncées. Par ailleurs, c'est ce mardi que le personnel de la SFP, après la remise par Antoine de Clermont-Tonnerre de la «*synthèse*» des discussions qu'il a eues avec l'Intersyndicale, décide de la suite à donner à son mouvement.

Un mois après la chute du Shah OÙ VA L'IRAN?

Une enquête de Frank Roussel

Dans le cadre d'une série d'interviews de personnes représentatives des forces politiques qui ont contribué au renversement du régime du Shah, nous donnons aujourd'hui la parole à un sympathisant de l'«Organisation des guérilleros Fedayin du peuple iranien». Les groupes de «sympathisants» sont apparus en 1976 et devaient faire un travail d'organisation politique des masses, en appui à l'organisation clandestine armée des Fedayin. L'«Organisation des Fedayin du peuple» qui se réclame du marxisme-léninisme, a été créée en 1969 ; elle a engagé l'action armée dès le début des années 1970, en même temps qu'une autre organisation, se réclamant d'abord de l'«Islam révolutionnaire», l'«Organisation des combattants du peuple d'Iran», les «Moudjahidin». Ces organisations sont l'émanation d'un courant révolutionnaire qui s'est formé au cours des années 60 et qui, faisant une analyse critique de la lutte passée du peuple iranien, s'est caractérisé notamment par une condamnation vigoureuse de la politique du parti Toudeh, de sa responsabilité dans la défaite du mouvement populaire, particulièrement dès 1953, date du coup d'Etat du Shah. Ce courant a été marqué par la lutte engagée au plan international, dans les années 60, contre le révisionnisme de Krouchtchev. Les références à Cuba, l'Algérie, la

Chine, comme expériences de lutte du Tiers Monde, étaient également importantes dans ce courant.

Les organisations qui ont déclenché ainsi l'action armée au début des années 70, ont acquis une influence et un prestige certains dans la société iranienne grâce aux sacrifices qu'elles ont consentis dans la lutte contre le régime du Shah. Des centaines de leurs militants sont morts sous la torture. Dans le même temps, ces organisations ont été confrontées au problème de surmonter une coupure avec les masses que favorisait l'existence en leur sein de tendances à privilégier unilatéralement telle ou telle action armée à un moment donné, indépendamment du travail de mobilisation des masses elles-mêmes.

L'«Organisation des guérilleros Fedayin du peuple iranien», qui a pris une part importante dans le déroulement du soulèvement qui a renversé le régime du Shah, voici un peu plus d'un mois, entend aujourd'hui garder les armes «jusqu'à la destruction complète de l'appareil d'Etat». Elle réclame le démantèlement complet de l'armée du Shah, et la création d'une «armée populaire». Elle revendique également la participation au «Conseil révolutionnaire», des délégués ouvriers et de délégués des groupes armés ayant pris part à l'insurrection. Le 23 février, à Téhéran, au

cours d'un meeting rassemblant 100 000 personnes, l'«Organisation des Fedayin» s'est prononcée pour la création d'un front réunissant «ouvriers, paysans, employés, intellectuels et mollahs progressistes» afin de lutter «pour la démocratie et contre l'impérialisme». Les Fedayin réclament aussi la formation d'un «gouvernement de coalition, réunissant les forces progressistes», afin de «garantir les acquis de la révolution iranienne» et de s'opposer à la fraction réactionnaire des religieux. Les Fedayin qui participaient à la protection des manifestations de femmes qui se sont déroulées il y a quelques jours à Téhéran, estiment toutefois qu'il est préférable d'éviter ces manifestations pour le moment, car, disent-ils, en affaiblissant le gouvernement de Bazargan, elles pourraient favoriser sa démission et son remplacement par un gouvernement «purement islamique» et plus antidémocratique.

L'«Organisation des Fedayin du peuple» condamne fermement le parti pro-soviétique Toudeh, et caractérise l'URSS comme «révisionniste». Mais, elle ne considère nullement ce pays comme une puissance impérialiste, et elle estime que l'impérialisme américain aujourd'hui reste seul l'ennemi numéro un des peuples du monde.

L'action des «Fedayin du peuple» — 1 — Depuis 1969...

► Quelle est l'origine de l'«Organisation des Fedayin du peuple» ?

Après l'échec du soulèvement de juin 63 qui se solda par 15 000 morts, les progressistes iraniens se sont interrogés sur le meilleur moyen de lutter contre le régime du Shah. Ils sont partis enquêter dans les villages sur les conséquences de la Révolution blanche, dans les usines, pour connaître les conditions de vie des ouvriers et leurs revendications, et ils ont travaillé dans l'université avec les intellectuels. A la suite de leurs enquêtes, ces groupes ont conclu à la nécessité de la lutte armée, pour montrer qu'il est possible de lutter contre le régime et que celui-ci n'est pas si fort que l'on croit. Ils sont ensuite arrivés à la conclusion qu'il fallait commencer la lutte armée simultanément dans les villes et dans les campagnes. Les conséquences de la réforme agraire ont changé la situation à la campagne : avant les féodaux dominaient, après, c'est l'Etat qui était la forme de pouvoir dominant à la campagne, s'appuyant sur sa gendarmerie, son administration etc... Sur 3 300 000 familles de paysans recensées avant la réforme agraire, 1 100 000 familles n'ont pas reçu de terre, ces paysans ont dû s'exiler dans les villes, d'autres paysans qui avaient reçu une parcelle de terre insuffisante pour les faire vivre ont



Des «Fedayin du peuple» gardent un bâtiment public à Téhéran

dû eux aussi quitter la campagne. D'autre part, les villages iraniens sont très dispersés, dans certaines régions, 100 km de distance séparent deux villages. Seulement dans la région de la mer Caspienne, les villages sont très proches les uns des autres.

Au début, la lutte armée a commencé à Sihakal, près de la mer Caspienne. Les Fedayin ont attaqué la gendarmerie de cette ville pour annoncer la lutte armée ; ils ont choisi Sihakal car dans cette

région il n'y avait jamais eu de voleurs armés qui attaquent les voyageurs, de telle sorte que la confusion n'était pas possible entre les révolutionnaires et les bandits. La signification de l'attaque de la gendarmerie de Sihakal par un petit groupe armé résidait dans le déclenchement de la guerre contre le gouvernement. Contre 13 combattants, le Shah a envoyé des milliers de soldats, des forces aériennes, la gendarmerie et la police. L'armée a subi des pertes importantes dans cet affrontement. Les 13 combattants ont tous été tués, soit pendant la bataille, soit en prison à Téhéran, soit à la suite de tortures. Le gouvernement a annoncé que c'était fini, mais quelques jours après, les Fedayin ont assassiné le chef du tribunal militaire. Quand le chef du tribunal militaire a été assassiné, le gouvernement a pris conscience qu'il n'avait pas affaire à un petit groupe mais à une force représentant un danger pour lui. En 1970, le gouvernement a alors commis une erreur en affichant sur les murs de toutes les villes la photo de cinq guérilleros, offrant une récompense de 100 000 toman (60 000 F) pour leur capture. Ces photos ont rendu courage à la population, les cinq Fedayin sont devenus des héros, partout les gens parlaient d'eux, et le gouvernement n'a pas réussi à arrêter les Fedayin.

A partir de ce moment là, la lutte armée a véritablement commencé, les moudjahidin et leur idéologie de l'islam révolutionnaire ainsi que d'autres petits groupes sont rentrés dans les deux grandes organisations Fedayin et moudjahidin. Au début, les guérilleros n'étaient qu'un nombre de quelques dizaines, mais ils se sont tout de suite implantés en province à Tabriz, à Mashad.

En 1976, les Fedayin ont con-

centré leurs forces dans les usines. Auparavant l'organisation dirigeait une partie de son action en direction des usines ; au printemps 1975 les Fedayin avaient exécuté le directeur d'une usine de textile qui avait ordonné aux gendarmes de tirer sur les ouvriers en grève, faisant une vingtaine de morts, à Kardj à 20 km de Téhéran. Les ouvriers ont approuvé l'exécution du directeur, ils ont compris que l'organisation des Fedayin défendait l'intérêt des ouvriers.

► Quel était le rôle des sympathisants de l'organisation par rapport à celui des Fedayin, dans quelles structures étaient-ils organisés, comment s'effectuait la coordination entre les différentes cellules ?

En 1976, les Fedayin ont transformé leur tactique en sachant qu'une organisation clandestine de guérilleros ne pouvait se développer largement. Pour sortir de cette impasse, ils ont avancé la thèse de groupes sympathisants. La directive a été donnée aux membres des Fedayin d'aller dans les usines, chez les intellectuels, pour créer des groupes de sympathisants qui ne participeraient pas à la lutte armée. Le groupe de sympathisants travaillait en liaison directe avec les Fedayin par l'intermédiaire d'un Fedaye qui transmettait les instructions et les informations au groupe de sympathisants. Le Fedaye qui se trouvait dans le groupe de sympathisants n'était pas connu d'eux. Le travail des groupes de sympathisants était de constituer des cellules d'entreprises, d'organiser les travailleurs, les lycéens, les soldats et les paysans. Le travail à la campagne était peu développé en raison de l'arriération où se trouvent les paysans iraniens. Maintenant les groupes de sym-

pathisants sont eux aussi armés. C'est le travail des sympathisants qui a créé une situation favorable aux Fedayin pendant et après l'insurrection. Je connais moi-même des dizaines de cellules de sympathisants. Une des activités de ces groupes a consisté à se charger de la propagande, à reproduire et diffuser les tracts. Avec les groupes de sympathisants, l'organisation des Fedayin a surmonté une crise interne liée aux limites de son développement. L'importance prise par l'organisation des Fedayin pendant l'insurrection a surpris tout le monde, car de la clandestinité ont surgi un grand nombre de Fedayin qu'on ne pouvait évaluer auparavant.

► Quel a été le travail des Fedayin pendant l'année de soulèvement populaire qui a précédé la chute du régime ?

Les Fedayin ne sont pas sortis de la clandestinité. Ils avaient travaillé auparavant pendant deux ans parmi les habitants des bidonvilles de Téhéran, dont le nombre grossissait énormément avec l'exode rural, et ont organisé leur lutte contre l'Etat en attaquant les mairies et les commissariats, organisant les manifestations de masse. Ils se sont attaqués aux forces de l'ordre qui détruisaient les maisons construites par les habitants eux-mêmes autour de Téhéran.

Quand le mouvement populaire a commencé, les Fedayin ont plastiqué le commissariat de Qom pour répliquer à la violence de l'Etat qui réprimait dans le sang les manifestations. Ils ont détruit les bureaux du Parti unique Rastakiz, ces actions ont été très populaires. Les habitants de Qom disaient «les Fedayin sont musulmans», ce qui doit être compris comme un hommage rendu à leurs actions. Tous les Hadjis riches bazaris qui ont effectué le pèlerinage à la Mecque, se déclaraient prêts à aider les Fedayin car ils s'attaquent, disaient-ils, au régime, qui est notre ennemi. Les gens disaient : les vrais musulmans sont des Fedayin, bien qu'ils savaient que les Fedayin sont marxistes, car pour eux seuls les musulmans sont révolutionnaires. Avant que le khomeïnisme soit largement répandu, la popularité des Fedayin était très grande parmi les musulmans. Les bazaris ont aidé les moudjahidin et ces derniers ont aidé les Fedayin, grâce aux liens entre les deux organisations. A ce moment là, l'intérêt de toutes les classes contre le régime était confondu. Maintenant que nous sommes à une autre étape de la lutte et que les Fedayin défendent l'intérêt particulier de la classe ouvrière, la situation est différente.

Demain, la suite de cette interview

«J'étais membre de l'armée du savoir»

Quel était le rôle de «l'armée du savoir» dont tu as fait partie dans le cadre de ton service militaire ?

L'armée du savoir a été conçue par le gouvernement comme un outil de propagande chargé d'apporter l'éducation aux enfants des villages reculés. En réalité, son rôle consistait à surveiller les villageois, et à contrôler directement la situation dans tous les villages. La gendarmerie n'est pas représentée partout, parfois il y a une caserne de gendarmerie pour 50 villages. Il s'agissait donc d'assurer la présence de l'Etat dans tout le pays.

Lorsqu'un étranger rentrait dans le village nous devions en informer notre caserne, nous devions rendre compte de tous les déplacements dans le village et dénoncer tous ceux qui critiquent le gouvernement. Au bout de quelques années, le gouvernement qui n'était pas satisfait des faibles résultats de la surveillance de «l'armée du savoir» en a interdit l'accès aux bacheliers de Téhéran, considérés comme plus politisés que dans le reste du pays. Plus tard ce sont tous les bacheliers des grandes villes qui n'ont plus été admis dans «l'armée du savoir». Certains soldats de «l'armée du savoir» ont pris fait et cause pour les villageois et ont fait du travail de politisation parmi les paysans, certains ont été arrêtés. Moi-même, j'ai été convoqué à plusieurs reprises par la Savak, pour avoir défendu les paysans qui possédaient une terre en commun, destinée au travail collectif, alors que l'Etat voulait construire sur cette terre une coopérative. Après mon service militaire, les villageois sont venus me voir à Téhéran et m'ont appris que le gouvernement s'était emparé de la terre communale.

A Sihakal, un membre des Fedayin qui faisait partie de l'armée du savoir a servi d'agent de liaison aux paysans, il a été tué par la Savak, mais la plupart des membres de l'armée du savoir collaboraient avec le gouvernement.

FIN DU RETRAIT DES TROUPES CHINOISES DU VIETNAM

La Chine propose des négociations immédiates

■ Le gouvernement chinois a annoncé vendredi l'achèvement du retrait de ses troupes du territoire vietnamien, un mois après le début de la contre-offensive chinoise, décidée le 17 février, après plusieurs mois de provocations du gouvernement de Hanoï à la frontière. La Chine a donc tenu ses engagements. Comme elle n'a cessé de l'affirmer, elle a réalisé une opération limitée dans le temps et dans l'espace. Sans chercher à atteindre la capitale Hanoï ou d'autres régions, elle a détruit tout un dispositif d'agression installé dans les provinces frontalières, notamment des bases de missiles dirigées contre le territoire chinois.

La voie semble désormais ouverte à des négociations sur le contentieux frontalier, puisque le gouvernement vietnamien avait déclaré les accepter dès que le retrait serait effectif. Il reste à savoir si Hanoï ne va pas chercher des prétextes pour ne pas les engager, en prétendant que les troupes chinoises ont déplacé la «frontière historique». Le Japon, ainsi que plusieurs pays de l'ASEAN, ont proposé leur médiation pour ces négociations.

Avec le retrait des troupes chinoises, la question du «retrait simultané de toutes les troupes étrangères d'Asie du Sud-Est» se trouve à nouveau posée. En effet, la majorité des pays membres de l'ONU ont demandé, au cours des dernières réunions, que le Vietnam retire ses troupes du Kampuchéa en

même temps que la Chine retire les siennes du Vietnam. Une nouvelle résolution dans ce sens a été présentée au Conseil de sécurité par les pays de l'ASEAN. Elle a été à nouveau rejetée par un veto de l'URSS. Cette attitude va accentuer l'isolement de l'URSS et de ses alliés, alors que, ces dernières semaines, le Vietnam avait pu tenter de regagner du terrain devant les instances internationales en se prétendant «agressé».

En effet, les autorités vietnamiennes ne se préparent nullement à un retrait du Kampuchéa. En signant avec leurs hommes de Phnom Penh un «traité d'amitié», les dirigeants vietnamiens ont voulu légaliser l'occupation qu'ils entendent bien maintenir. Personne n'imagine en effet que le régime fantoche, incapable de mettre sur pied une administration, survivrait à un retrait des troupes vietnamiennes. Si Hanoï, pendant la contre-offensive chinoise, a été contraint de retirer trois divisions du Kampuchéa, il s'efforce actuellement de les remplacer grâce à une nouvelle conscription. Cet enrôlement vise des jeunes malades, déclarés inaptes, des soutiens de familles. Il rencontre une résistance accrue : désertions, nouveaux départs de bateaux vers la Thaïlande. En poursuivant sa politique de militarisation et d'expansionnisme, le gouvernement vietnamien accroît à la fois son isolement international et ses difficultés intérieures.

J.P.C.

L'achèvement du retrait des troupes chinoises a été annoncé en ces termes par l'agence Chine Nouvelle.

«Les troupes de défense de la frontière chinoise au Yunnan et au Guangxi se sont retirées entièrement en deçà de la frontière chinoise le 16 mars après avoir accompli leur mission de contre-attaque en légitime défense (...). L'opération des troupes chinoises a été rendue obligatoire par les violations ininterrompues du territoire chinois par les forces armées du Vietnam. Elle a été une action juste qui avait pour but de sauvegarder la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Chine. Au moment même de son lancement, la Chine a proclamé qu'elle serait limitée. Nos troupes ont pris plusieurs importantes villes, dont Lang Son, Cao-Bang, Lao-Cai, rabattu l'ar-

gance des agresseurs vietnamiens et brisé le mythe de leur invincibilité. Le fait que toutes les troupes chinoises en opération ont regagné maintenant le territoire chinois prouve une fois de plus que la Chine n'a qu'une parole. Nous ne convoitons pas un seul pouce de terre vietnamienne. Nous n'avons laissé stationner aucun soldat au Vietnam. Ce que nous voulons, c'est une frontière de paix et de tranquillité.

La frontière sino-vietnamienne avait été délimitée historiquement. Pendant longtemps elle est demeurée en paix et en tranquillité. Il n'y avait pas de graves contestations ni de difficultés sérieuses. La détérioration rapide des relations sino-vietnamiennes qui s'est transformée jusqu'en conflit violent est entièrement le fait des autorités viet-

namiennes qui, avec le soutien du social-impérialisme, appliquent une politique d'hostilité et de haine contre la Chine».

Au cours d'une conférence de presse, le ministre des Affaires étrangères chinois Huang Hua a donné les explications suivantes au sujet des négociations envisagées :

«Le gouvernement chinois a proposé plusieurs fois que les parties chinoise et vietnamienne entament rapidement des négociations en vue de discuter des mesures propres à assurer la paix et la tranquillité dans les régions frontalières et, partant, de résoudre les litiges (...). Mais si, à l'avenir, les autorités vietnamiennes, épaulées par l'hégémonisme soviétique, continuent leurs provocations et incursions armées contre nos régions frontalières, les troupes chinoises ri-

posteront énergiquement.

Maintenant, le gouvernement vietnamien a donné son assentiment à la tenue des négociations, ce qui doit être accueilli favorablement. Nous estimons que si la partie vietnamienne était vraiment sincère, les négoc-

iations pourraient être entamées très rapidement, et il ne serait pas difficile de résoudre le problème (...).

La partie vietnamienne a créé toutes sortes d'obstacles à l'ouverture de négociations. Après que la partie chinoise eût annoncé le retrait de ses troupes, la partie vietnamienne a proclamé la mobilisation générale et crié qu'elle poursuivait le combat contre la Chine. Elle a répandu des mensonges selon lesquels les troupes chinoises auraient «commis des brutalités» au Vietnam afin de provoquer l'hostilité et la haine contre la Chine, tout en laissant entendre qu'elle ne voudrait négocier avec la Chine qu'après le retrait des troupes chinoises «à la frontière historique consentie et respectée par les deux parties». Elle a accusé sans aucun fondement les troupes chinoises d'avoir déplacé des bornes. C'est pourquoi on ne peut pas ne pas douter de la sincérité des autorités vietnamiennes à propos des négociations visant à régler les différends entre les deux pays».

Laos : départ des techniciens chinois

La semaine dernière le gouvernement chinois a décidé de retirer du Laos les techniciens qui construisaient une route dans le Nord de ce pays. Cette décision intervient après que, au début de ce mois, aient repris des accusations contre la Chine formulées plusieurs semaines avant par Hanoï et Moscou. Ces accusations faisaient état de prétendues menaces de la Chine contre le territoire laotien. Le gouvernement laotien a ensuite rompu unilatéralement les accords de coopération entre les deux pays. Dans une note officielle, le gouvernement chinois déclare : «Il s'agit là d'une nouvelle mesure qu'a prise le gouvernement lao, sous les pressions exercées par d'autres pays en vue de saboter l'amitié traditionnelle entre les deux peuples».

Iran : Bazargan obtient la suspension des exécutions sommaires

Après avoir multiplié les protestations et les démarches auprès des chefs religieux, le premier ministre iranien Bazargan a pu obtenir la suspension de tous les procès et exécutions sommaires des «comités Khomeiny». Dans un texte solennellement diffusé, l'Ayatollah appelle à un exercice de la justice sous le contrôle du gouvernement et du conseil révolutionnaire islamique. Comme le recul enregistré au sujet du statut de la femme, cette décision donne un coup d'arrêt aux activités des éléments fanatiques du mouvement religieux. Cependant ce n'est pas le gouvernement Bazargan qui peut donner des garanties face à de nouvelles campagnes de répression et à la législation qui pourra se mettre en place après le référendum instaurant la république islamique.

Si la presse internationale a donné beaucoup d'écho aux agressions contre les manifestations de femmes ainsi qu'aux procès et exécutions sommaires pour «crimes sexuels», il semble que la campagne de répression des «comités

Khomeiny» ait largement frappé d'anciens opposants au régime du Shah, et des révolutionnaires. Selon une correspondance qui nous est parvenue, les fanatiques des «comités Khomeiny» exercent une répression aveugle et arbitraire, exécutant n'importe qui, dans un désordre incroyable. C'est ainsi qu'on a appris l'exécution d'un jeune révolutionnaire, âgé de 21 ans Mahmoud Raïssi. Etudiant à l'étranger, revenu récemment en Iran, il avait participé à l'attaque d'une banque sous le ministère Bakhtiar. Un de ses camarades, accusé en même temps, a été condamné à avoir la main coupée. Cette exécution qui a eu lieu il y a une semaine a donné lieu à un important mouvement de protestation, avec des grèves de la faim dans les administrations, les grandes écoles et l'Université. C'est en effet une mobilisation pour la défense des libertés démocratiques qui peut mettre fin aux crimes des éléments fascistes du mouvement religieux, leurs activités n'étant, pour le moment, que «suspendues».

Proche-Orient

● Echec américain en Arabie Saoudite et en Jordanie

● Polémiques sur l'interprétation du traité

Alors que le traité de paix séparée est dénoncé par l'ensemble du monde arabe, Carter a envoyé son conseiller Brzezinski accompagné d'une importante délégation de haut niveau en Arabie Saoudite et en Jordanie pour tenter d'obtenir le soutien des gouvernements de ces pays au plan américain. Le gouvernement saoudien avait déjà réservé un mauvais accueil au Vice-président égyptien Moubarak. Il est probable que l'Arabie Saoudite va remettre en cause l'aide économique qu'elle apporte à l'Egypte. D'après les premières informations, Brzezinski n'a pu faire changer d'avis le gouvernement de Riyad, même si l'administration américaine a cherché, comme c'est probable, à se servir de l'aide militaire contre la menace représentée par le conflit entre les deux Yémen comme moyen de pression. En effet, l'Arabie Saoudite n'est pas prête à reconnaître Israël en échange d'une aide contre les me-

naces soviétiques : elle considère en effet que l'État sioniste constitue tout autant une atteinte à sa sécurité.

Dimanche, il ne semble pas que le conseiller de Carter ait obtenu de résultats auprès d'Hussein de Jordanie. On sait que dès la signature des accords de Camp David, Carter comptait pouvoir étendre les négociations à la Jordanie qui aurait pu servir d'interlocuteur au nom des Palestiniens de Cisjordanie. Mais la Jordanie a refusé cette démarche et s'est associée, sans y participer, aux conclusions de la conférence de Bagdad qui condamnait Camp David. De plus, Brzezinski a été précédé à Amman par Yasser Arafat, président de l'OLP, dont c'était la première visite officielle en Jordanie depuis 1971.

Dimanche, le Premier ministre égyptien a rendu public les traits essentiels du traité. Il a mentionné le retrait des troupes sionis-

tes de la Cisjordanie, de Gaza et de Jérusalem-Est. En mentionnant Jérusalem-Est, le gouvernement égyptien tente de mettre en avant une interprétation la plus favorable possible du traité pour le faire accepter aux pays arabes. Cette interprétation a été immédiatement refusée par le gouvernement sioniste qui a déclaré qu'il maintenait sa «souveraineté» sur toute la ville. On voit à quel point l'interprétation de la partie du traité concernant les territoires occupés recouvre des contradictions énormes. Déjà, le ministre des Affaires étrangères égyptien avait parlé de l'«autonomie» comme d'un «pouvoir palestinien». Les sionistes la

conçoivent comme l'instauration d'un bantoustan où ils auront tous les droits de maintenir des troupes, de faire la police et d'installer des colonies. Aujourd'hui, l'Egypte peut bien faire un baroud d'honneur en défendant son interprétation ; une fois qu'elle aura signé le traité qui laissera le champ libre à Bégin, elle ne pourra compter que sur les USA pour tenter de faire appliquer son interprétation du texte. Pour le moment, Carter est avant tout préoccupé de satisfaire les demandes des sionistes en aide militaire. C'est en effet à ce sujet que le ministre de la Défense Weizman était en visite à Washington dimanche.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Comptes N°668 J
CCPN°23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

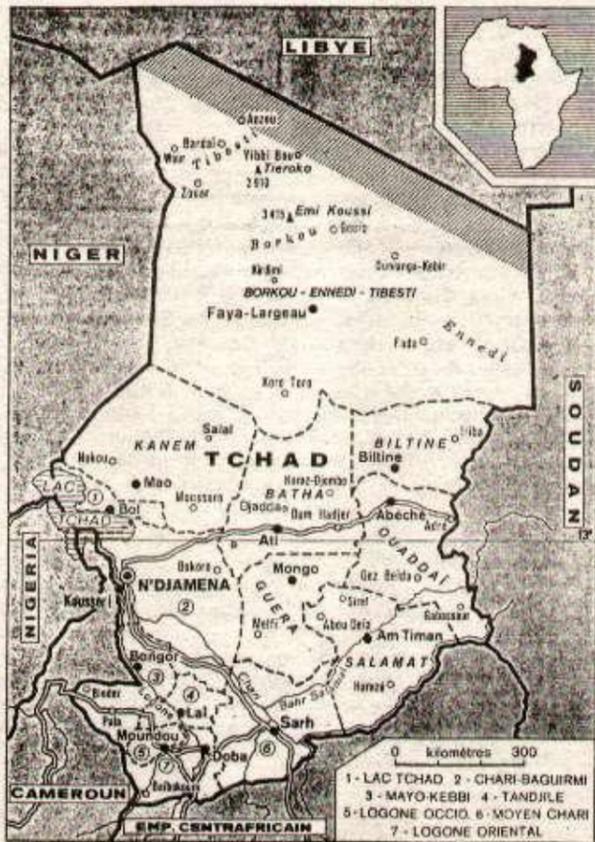
Tchad

DÉFENSE DE L'UNITÉ DU PAYS A LA CONFÉRENCE DE KANO

La semaine dernière, à la conférence de Kano, au Nigeria, les différentes forces se disputant le pouvoir au Tchad (Malloum, Habre, et différentes fractions du Frolinat) se sont mises d'accord pour la formation d'un «gouvernement d'union nationale» le 23 mars. Cet accord s'est fait sans ingérence de l'impérialisme français qui maintient plusieurs milliers d'hommes au Tchad. Cependant l'évacuation des troupes françaises n'est pas mentionnée dans l'accord. Elle y est cependant en filigrane : en effet, c'est une force africaine, des troupes du Nigeria, qui devrait s'affronter entre les parties tchadiennes qui s'affrontent.

Le Nigeria, pays le plus puissant économiquement et militairement d'Afrique de l'Ouest, semble avoir joué un rôle déterminant pour promouvoir une solution préservant l'unité nationale du Tchad contre les plans de partition ou de «fédération» avancés par la France ainsi que par la Libye.

En effet, après plus de dix ans d'intervention militaire, l'impérialisme français n'a pu empêcher que le Frolinat continue à contrôler toute la moitié Nord du pays. Pour replâtrer le gouvernement vacillant de Malloum, il a voulu lui associer l'ancien ravisseur de Madame Claustre, Ha-



Cartographie Le Monde

bre. Mais ceux-ci se sont disputés le pouvoir et leurs forces armées s'affrontent depuis le début de l'année. De fait, les troupes d'intervention française ont protégé et favorisé Habre au cours des affrontements de ces dernières semaines. C'est que Giscard espère

imposer une solution fédérale où deux hommes liés à la France se partageraient le pays, Habre au Nord, Malloum au Sud. De son côté, la Libye a accepté un tel plan, dans la mesure où, grâce à l'influence dont elle peut disposer dans certaines frac-

tions du Frolinat, elle espérait dominer un Nord-Tchad sur lequel elle a des visées expansionnistes. Les ambitions libyennes semblent d'ailleurs avoir été encouragées par les livraisons d'armes soviétiques.

Les décisions prises à la conférence de Kano revêtent une grande importance. Elles portent un coup d'arrêt au démembrement d'un pays qui, partagé, serait encore plus vulnérable aux interventions extérieures, qui l'ont déchiré depuis des années. Si la médiation du Nigeria pouvait réussir, cela constituerait un précédent remarquable, les pays africains démontrant leur capacité à régler entre eux un conflit, alors que les problèmes du continent sont si souvent l'occasion d'interventions extérieures. Il reste que l'application de l'accord va être difficile, la situation restant explosive sur le terrain. La médiation africaine aura beaucoup de mal à venir à bout des ambitions personnelles et des forces d'interventions qui sont derrière celles-ci. Il est probable que l'impérialisme français n'acceptera pas de bon gré d'être évincé du jeu. Giscard devrait pourtant voir là une application du principe dont il se réclame (fraudeusement) : «L'Afrique aux Africains».

J.P.C.

Les grèves de l'EDF

Les fédérations CGT et CFDT de l'EDF-GDF devaient se rencontrer ce lundi matin, pour envisager la suite du mouvement, après les quatre heures de grève de vendredi, et la manifestation parisienne, qui a regroupé plusieurs milliers d'électriciens et de gaziers. Seul le personnel des centrales de Chéviré et de Brennilis dans l'Ouest avait décidé de poursuivre le mouvement ce week-end, tandis que la fédération de l'Energie (CFDT) indiquait dès vendredi qu'elle était pour la poursuite de l'action au plan national cette semaine.

Evidemment, les milieux patronaux attaquent ces mouvements de grève avec une particulière virulence. Le patronat de la métallurgie parle d'«agissements irresponsables dont

la disproportion avec leur prétexte n'échappera à personne» et le CNPF estime «inadmissible que la bonne marche des entreprises soit entravée de plus en plus fréquemment par les grèves de services publics aussi essentiels pour l'économie nationale que l'EDF ou les PTT»...

Dans la région de Nantes, le conflit se poursuit puisque la direction d'EDF n'est pas revenue sur les sanctions infligées aux 28 chefs de bloc de la centrale de Chéviré. Elle a proposé la mise sur pied d'un «comité juridique» chargé de définir si les faits reprochés aux sanctionnés sont conformes ou pas au droit de grève ! Ce comité devrait se tenir, malgré l'opposition de la CGT et de la CFDT.

Portugal : manifestations antigouvernementales



Plus de 100 000 manifestants ont défilé samedi dans les rues de Lisbonne, à l'appel de l'Intersyndicale. Les manifestants protestaient contre l'inflation, la remise en cause de la réforme agraire, et les atteintes à la liberté de la presse, exigeant la démission du gouvernement Mota Pinto. D'autres manifestations du même type ont eu lieu dans neuf villes du Portugal.

Grande-Bretagne : suppression de 3 600 emplois dans la sidérurgie

Le groupe britannique nationalisé British Steel Corporation, qui produit 90 % de l'acier britannique, a annoncé la semaine dernière sa décision de supprimer 3 600 emplois. Cette mesure correspond à l'arrêt des trois hauts fourneaux et de plusieurs fours à coke. Pour l'entreprise nationalisée, appliquant la politique du gouvernement travailliste de Callaghan, il s'agit de rentabiliser la sidérurgie britannique dans le cadre de la crise européenne de l'acier. Après l'annonce de cette décision, les syndicats ont décidé une grève générale dans la B.S.C..

ETHIOPIE

La junte éthiopienne a décidé la semaine dernière de fermer le bureau de l'agence Chine nouvelle à Addis-Abeba et d'expulser les deux journalistes chinois qui y travaillaient. Ceux-ci sont accusés par le gouvernement de Mengistu de «propagande hostile à la révolution éthiopienne et à ses amis».

INDE - URSS

Au moment même de la visite de Kosyguine en Inde, le gouvernement indien a décidé d'expulser deux diplomates russes accusés d'espionnage, l'attaché commercial à Calcutta, et le 3^e secrétaire de l'ambassade soviétique à New-Delhi.

Boissy-Saint-Léger : Descente raciste QUAND LES VICTIMES DEVIENNENT LES INCULPES

Le 20 février dernier, à Boissy-Saint-Léger, dans la banlieue Sud de Paris, une trentaine de vigiles débarquent dans le centre commercial. Les vigiles stagiaires de la «Budo-Brother», commencent à s'en prendre aux Immigrés. Par groupes, ils vident les «Arabes» du centre. Amar Mihoudi a le «tort», selon ces flics privés, de ne pas s'exécuter assez vite.

rattrapent Amar, le passent à tabac, et le laissent gisant dans une flaque de sang. Un ami de Amar, témoin de la scène, appelle ses copains d'un foyer proche à la rescousse. Entre-temps, des Bousculade, des coups sont échangés. Amar ramasse une pierre, la jette vers les vigiles. Elle n'atteint pas sa cible, et va briser une vitre. Les vigiles

flics sont arrivés, alertés par téléphone. Une trentaine de résidents du foyer arrivent, et demandent aux flics qui bien évidemment protègent les racistes, d'enregistrer leur plainte. Les vigiles, beaucoup moins téméraires et plutôt apeurés, se sont réfugiés dans le local de la sécurité du centre. Tout semblait rentrer, à ce moment là, dans «l'ordre». Lorsque, alertés eux aussi, surviennent des CRS. En nombre. Ils cernent le centre, et interpellent... tous ceux qui ont le teint basané. Les vigiles, eux, ne seront pas inquiétés. Six résidents venus secourir leur camarade seront inculpés. Pour port d'armes, qui n'en étaient pas :

un bout de bois ramassé en chemin, et laissé sans avoir été utilisé aux pieds d'un flic, ou un couteau de cuisine. Quant à Amar, évacué par police-secours, il sera inculpé de «bris de clôture» ! Le procès avait lieu la semaine dernière, les faits sont clairement établis. Aucun coup ne fut échangé entre les résidents du foyer et les vigiles. Quant aux flics, ils furent proprement ridiculisés devant leur relation des faits. Les avocats des inculpés ont relevé le fait que ce sont les victimes de l'agression raciste qui comparaissent devant les tribunaux, et qu'un lieu public peut être interdit «à des Arabes». Jugement le 5 avril.

L'Europe et les matières premières

Claude Cheysson, membre de la Commission européenne chargée des relations avec le Tiers Monde, a lancé un cri d'alarme au sujet de la dépendance de l'Europe en ce qui concerne les matières premières. Il a déclaré : «Les Etats Unis dépendent des matières premières importées pour 15 % de leurs approvisionnements et nous, pour 75 %. Or ils participent à la recherche et à l'exploitation des ressources naturelles dans le Tiers Monde où les possibilités sont très importantes. Le Japon aussi. Nous non». Selon Claude Cheysson, depuis 1974, à part l'uranium, les sociétés européennes n'ont engagé aucune dépense de prospection en Afrique. Il a proposé d'encourager les investissements communautaires, les investissements de chaque pays étant bloqués par les risques dont ils peuvent être l'objet.

Ericsson (Brest) : coulage des cadences

A l'entreprise Ericsson (matériel téléphonique) de Brest, les ouvrières poursuivent leur lutte contre les cadences en effectuant des grèves

tournantes. Elles occupent leur usine la nuit pour empêcher le patron de déménager certaines machines.